

Colloque «La Méditerranée du futur» - Coopération - Crise migratoire - Discours de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères
(Marseille, 21 novembre 2017)

Monseigneur,

Monsieur le Président de région,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ministres venus d'autres pays que la France,

Mesdames et Messieurs les Présidents et Directeurs généraux,

Mesdames et Messieurs, Chers Amis de Méditerranée,

(...)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Il était très important que ce colloque ait lieu et qu'il se tienne à Marseille. D'abord parce que Marseille accueille des institutions importantes à vocation méditerranéenne. Elles sont de portée nationale comme l'Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables (AVITEM) ou internationales comme le Centre pour l'intégration en Méditerranée (CIM). Je tiens à saluer également les représentants de l'Union pour la Méditerranée et les représentants de l'Union européenne qui, à côté des institutions que je viens de citer, co-organisent cet événement. La présence de toutes ces institutions sur le sol marseillais exprime le rôle majeur que Marseille doit tenir comme « pôle méditerranéen ». Je crois que c'est votre ambition M. Le Président.

Je viens ici avec une conviction : la Méditerranée du futur sera à la fois un carrefour, une transition et un passage.

D'abord, un carrefour, la Méditerranée l'est depuis longtemps entre des cultures qui se sont

nourries et enrichies mutuellement par un dialogue continu au fil de l'Histoire. Cette réalité fait de la Méditerranée un espace de civilisation où la France comme l'Europe ont puisé certains éléments majeurs de leur identité et de leurs valeurs.

Ces dernières années, des conflits ont bien sûr morcelé l'espace méditerranéen. Mais ils n'ont pas su rompre les affinités profondes qu'entretiennent l'Afrique du Nord, le Proche-Orient et l'Europe du Sud. Il suffit d'être attentif à nos modes de vie, à notre habitat, ou même à notre alimentation, au discours de M. Muselier, pour se rendre compte qu'il y a une proximité irréductible qui nous rassemble d'un rivage à l'autre de la Méditerranée.

Le premier message que je tiens donc à vous adresser est un message de confiance : ne nous laissons pas aller à voir la Méditerranée comme un espace éclaté, mais forts de notre histoire et confiants dans l'avenir voyons la comme une chance unique d'enrichissement mutuel et d'intérêts partagés. Cette réalité, cette unité historique et culturelle, ce partage de nos langues, nous devons l'enseigner collectivement aux jeunes générations pour lutter contre les divisions que voudraient exacerber certains.

C'est le but des institutions méditerranéennes de préparer l'avenir des échanges et de ces rencontres qui bénéficieront à chacun d'entre nous.

Je pense en premier lieu à l'Union pour la Méditerranée (UpM) qui doit savoir mêler la labellisation de projets, notamment dans le domaine de l'intégration économique, la coordination d'actions, voire, et c'est souhaitable, et c'était sa vocation, le dialogue politique. A l'approche de son dixième anniversaire, il appartiendra à ses membres - et la France y prendra sa part - de dire ce qu'ils en attendent, de fixer pour l'avenir un horizon partagé, de susciter des initiatives pour relancer cet espace.

J'ai dit l'UpM, je pense également au dialogue 5+5. Format plus ancien, format qui nous rassemble, format très actif : il a prouvé son utilité, je l'ai moi-même déjà expérimentée comme ministre de la défense. Il a prouvé son utilité, qu'il s'agisse de tourisme, d'environnement, de culture, d'échanges sur les politiques étrangères, d'échanges de défense, et nous pourrons, comme nous sommes ici dans un lieu-laboratoire, imaginer l'étendre à d'autres thèmes, comme il l'a été récemment aux finances. Je pense que l'on pourrait, par exemple, ici à partir de Marseille, étendre le 5+5 aux grandes questions portuaires.

La Méditerranée est le carrefour entre l'Europe et l'Afrique, entre l'Europe et le Proche-Orient. Je suis donc convaincu que l'Union européenne a un rôle à jouer dans cet espace, en tant que co-président de l'UpM, par l'aide au développement qu'elle apporte, par les réunions qu'elle anime. La refondation de l'Europe souhaitée par le Président de la République peut aussi s'exprimer dans un cadre méditerranéen. Face aux défis globaux auxquels elle doit répondre, qu'il s'agisse de sécurité, d'économie, d'environnement ou de climat, l'Europe ne peut se projeter sans prendre en compte la dimension méditerranéenne de son avenir.

La Méditerranée est aussi un espace de transition. Encore faut-il savoir dans quel but. Dans un monde en proie à des transformations majeures, créant de l'instabilité, de l'anxiété, ce que nos concitoyens exigent de nous, c'est de nous atteler à l'élaboration collective de nouvelles

conditions de ce qui sera le futur du progrès.

Les pays de notre région ont accompli pour l'essentiel leur transition démographique, ce qui n'est pas le cas de beaucoup de pays d'Afrique Subsaharienne. La principale question dans ce que seront les nouvelles conditions du futur, du progrès, le défi majeur, c'est celui de l'avenir de nos jeunes. Il nous faut donc inventer une politique méditerranéenne de la jeunesse, qui doit faire de l'éducation, de la formation professionnelle et de la coopération universitaire les chantiers prioritaires de son action. Faire en sorte qu'un réseau universitaire méditerranéen ambitieux puisse être lancé en s'appuyant, notamment, sur le nouvel Erasmus qui est en réflexion, « Erasmus pour tous ». Sachons également nous saisir des ressources qu'offrent les nouvelles ressources éducatives en ligne en France, comme les ressources de « France Université Numérique ». Voilà une orientation.

Le progrès doit aussi être économique. Sachons là aussi libérer les énergies du secteur privé, en modernisant les cadres réglementaires, en améliorant le climat des affaires, sur l'espace méditerranéen, en favorisant les partenariats publics privés et les co-investissements dans les deux sens, en développant les guichets de micro-finance et d'appui aux PME, ou en mobilisant les diasporas.

La transition que nous devons accomplir est également une transition environnementale. Le changement climatique est un facteur de crise, personne ne peut plus l'ignorer. Il conduit à un accroissement des tensions par la désertification, la raréfaction de l'eau, par les exils qu'il provoque. Nos politiques de développement et d'aide au développement doivent servir à atténuer ces risques. Je sais que l'Agence française de développement, dont je salue le Directeur général, s'y emploie. Les réunions des acteurs de la Méditerranée sur le changement climatique, dites MEDCOP, ont confirmé que le développement durable est désormais ancré dans les modes d'action des élus de la région. Toutes nos politiques publiques doivent désormais être repensées dans la perspective d'une économie bas carbone.

La région méditerranéenne bénéficie dans ce domaine de nombreux atouts, je pense à son potentiel en énergies renouvelables, notamment le solaire. Elle fait aussi face à des urgences, je pense à la préservation de la biodiversité, notamment celle des éco-systèmes marins. A cet égard, je tiens à saluer l'initiative qui a été prise sur le développement durable de l'économie bleue en Méditerranée occidentale, la West Med.

La transition est également urbaine. Les villes méditerranéennes, au Nord comme au Sud, se développent rapidement. Cette réalité pose d'immenses défis, qu'il s'agisse de préservation du patrimoine, de politique de logements abordables, de gestion des côtes comme de l'usage des arrière-pays. L'UpM est à l'initiative dans ce domaine puisqu'elle vient de lancer des travaux sur un agenda urbain méditerranéen. Le dialogue 5+5 pourrait aussi s'étendre aux sujets d'aménagement du territoire.

La transition, c'est aussi d'inventer les formes de coopération et de gouvernance adaptées aux défis de l'avenir, en passant d'une coopération essentiellement inter-gouvernementale à des relations entre tous les acteurs non gouvernementaux. Je pense bien évidemment aux régions, et le fait que vous soyez ici à l'initiative en est le symbole. Je pense aussi aux collectivités françaises impliquées dans des projets de coopération décentralisée avec une dizaine de pays

du bassin méditerranéen.

Singulièrement, je suggère que cette transition, dans les formes de coopération et de gouvernance, puisse s'appuyer et s'orienter spécifiquement sur les enjeux de la bonne gouvernance de l'eau, de l'assainissement, de la formation et de l'insertion professionnelle. Plus que jamais, nous avons besoin d'acteurs territoriaux de qualité, sur lesquels les élus, de part et d'autre de la Méditerranée, peuvent s'appuyer.

La coopération du futur exige de faire preuve de créativité. La méthode inclusive qui a présidé à la réussite de la COP21 doit nous inspirer. Son succès tient à l'implication de tous les acteurs, notamment dans « l'agenda des solutions ». La même méthode nous inspire pour le Sommet climatique que nous organisons le 12 décembre, à l'initiative du président de la République, conjointement avec les Nations unies et la Banque mondiale, en vue de faciliter la mobilisation en faveur de solutions ambitieuses et concrètes de financement de la lutte contre le changement climatique, en associant acteurs publics et acteurs privés. J'ai une ferme conviction : la Méditerranée du futur ne sera pas seulement la Méditerranée des Etats mais celle des acteurs économiques, des villes, des régions, des organisations non gouvernementales, et certainement de la jeunesse. Un forum informel et régulier des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, réunissant tous les forces vives de la Méditerranée, pourrait traduire, régulièrement, ici à Marseille, cette réalité, pour créer cette Méditerranée du futur.

La Méditerranée est enfin un passage. D'abord un passage de et vers l'Afrique. Les pays d'Afrique du Nord sont depuis toujours un lieu d'échanges avec ceux du Sud du Sahara : ce désert est en quelque sorte une mer intérieure. La relation avec les pays du Sahel mérite d'être regardée d'un point de vue « méditerranéen » - et non pas d'un point de vue externe - pour créer un axe intégré entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe, souhaité par le Président de la République.

Si la Méditerranée est un espace de civilisation, c'est aussi et surtout parce qu'elle est depuis des millénaires le théâtre de circulations et d'échanges humains. C'est à ce niveau que s'ancrent le plus profondément l'histoire que nous partageons et l'avenir que nous souhaitons tracer ensemble. Cette circulation est une chance, à la condition d'être maîtrisée.

Mais la crise migratoire de ces dernières années a rendu nos opinions plus sensibles à la fois aux dimensions humanitaire et sécuritaire que revêtent aujourd'hui les migrations. La gestion commune des flux migratoires par les pays d'origine de transit et d'accueil est une nécessité, qui doit allier quatre missions concomitantes: le développement économique, la lutte contre l'immigration illégale, l'accueil des personnes en besoin de protection et la promotion de voies légales d'accès. C'est autour de ces quatre points, avec les pays d'accueil et les pays d'origine, que nous devons agir. C'est ce que nous faisons, entre autres, avec la politique du Sahel. Mais dans la « Méditerranéisation » de cette stratégie, nous aurons les uns et les autres beaucoup d'intérêts et de cultures croisées à développer. L'Union européenne a tout son rôle à jouer dans cette approche, conformément aux principes adoptés conjointement au Sommet de La Valette.

Espace de passage, la Méditerranée est aussi aujourd'hui traversée par de nombreux conflits. Elle a fixé des foyers de ce terrorisme aveugle qui frappe les peuples des deux rives et que

nous devons combattre collectivement, et nous le faisons. Le besoin de sécurité est majeur pour les Etats et les peuples de la Méditerranée. La France travaille sans relâche, à maintenir le dialogue et rechercher des solutions politiques pour la réconciliation et la stabilité, en Syrie ou en Libye et pour une perspective de paix crédible entre Israéliens et Palestiniens. Il faut que l'extraordinaire laboratoire politique, que la Méditerranée a toujours été dans le passé, produise dès aujourd'hui les formules qui permettront de concilier stabilité, liberté et égalité.

Les questions liées à notre sécurité commune doivent donc être une priorité de la Méditerranée du futur, en mettant un accent particulier sur les besoins de développement socio-économique et de gouvernance démocratique dans toute la région. Nous savons désormais à quel point les questions de sécurité et de développement sont intimement liées : il ne s'agit donc pas de traiter les unes avant les autres, mais bien de façon conjointe, selon une approche globale. C'est à cette condition que nous pourrons construire la Méditerranée de la paix, que nous appelons tous de nos vœux, au Nord comme au Sud.

La Méditerranée des projets est une nécessité pour parvenir à cet objectif. Des projets se sont développés, ici et là, sous des formes différentes, ces projets ont permis d'avancer. La question est de savoir si elle suffit à répondre aux défis que je viens de rappeler. Je pense que le temps est venu de franchir un nouveau cap, de penser à une réponse globale. On a essayé dans le passé, cela n'a jamais vraiment abouti, sans doute le temps est-il venu de penser une réponse globale et de passer ensemble d'une Méditerranée des projets à un véritable projet pour la Méditerranée. C'est ce sens que je suis venu vous apporter mon soutien, approuver et apprécier la démarche que vous avez initiée Monsieur le Président. Je vous remercie./.